

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
n° BE-2025-12-07 du 18 DEC. 2025
au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
à l'encontre de la société CARRIERE DE CAMPAGNE (CDC)
de régulariser la situation administrative de l'exploitation d'une carrière de calcaire
située 92 A Le Bourg – 24260 CAMPAGNE**

**La préfète de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R.516-1 et R.516-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 111483 du 7 novembre 2011 autorisant la société HERAUT et Cie à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de broyage, concassage, criblage et stockage de matériaux bruts et élaborés sur le territoire de la commune de Campagne aux lieux-dits « Le Bourg » et « Le Bourg Est » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° BE-2021-08-02 du 5 août 2021 portant sur le transfert, au bénéfice de la société CARRIERE DE CAMPAGNE, de l'autorisation d'exploiter une carrière sur la commune de CAMPAGNE ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 16 février 2024 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 26 novembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier du 27 novembre 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant que dans le rapport de l'inspection du 16 février 2024, il est indiqué que l'exploitant devait transmettre à l'inspection des installations classées, les résultats des contrôles et analyses suivants prévus par l'arrêté du 7 novembre 2011 :

- Surveillance des eaux de ruissellement – article 8.4.5 ;
- Retombées de poussières dans l'environnement – article 8.5.1 ;
- Contrôle des niveaux sonores – article 10.1.4 ;

Considérant que l'inspection avait signalé dans son rapport du 26 novembre 2025 que les fiches de constats étaient susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives si les mesures et contrôles n'étaient pas effectués :

- Fiche constat n°4 – Surveillance des eaux de ruissellement ;
- Fiche constat n°5 – Retombées de poussières ;
- Fiche constat n°6 – Contrôle des niveaux sonores ;

Considérant qu'aucun de ces éléments n'a été transmis par l'exploitant à l'inspection des installations ;

Considérant que l'exploitant doit réaliser, dans un délai d'un mois, des travaux d'entretien du bassin et des ouvrages existants avant rejet des eaux de ruissellement dans le fossé de la RD 703, conformément à l'article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2011 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CARRIERE DE CAMPAGNE de respecter les prescriptions des articles 8.4.5, 8.5.1 et 10.1.4 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2011 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRETE

Article 1 – Mise en demeure

La société CARRIERE DE CAMPAGNE, dont le siège social est situé 92A Le Bourg – 24260 CAMPAGNE, SIRET 89515179300018, représentée par Messieurs Cyril DOS SANTOS et Antoine RENARD, les gérants, exploitant une carrière à ciel ouvert de calcaire sur la commune de Campagne, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2011 selon les modalités et échéances suivantes :

- **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs de conformité prévus par les articles suivants :
 - article 8.4.5 : les résultats de la surveillance des eaux de ruissellement ;
 - article 8.5.1 : les résultats des mesures de retombées de poussières ;
 - article 10.1.4 : le rapport de contrôle des niveaux sonores.
- **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, réaliser des travaux d'entretien du bassin et des ouvrages existants de traitement des eaux de ruissellement avant rejet, conformément aux dispositions de l'article 8.4.3.

Article 2 – Sanctions en cas de non-respect

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Publicité

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Dordogne pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux sis 9 rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr » :

- par la société CARRIERE DE CAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.


Article 5 – Notification et exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société CARRIERE DE CAMPAGNE.

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le sous-préfet de l'arrondissement de Sarlat-la-Canéda, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine (DREAL NA), l'inspection des installations classées de l'unité bi-départementale Dordogne – Lot-et-Garonne de la DREAL N-A et le maire de la commune de CAMPAGNE, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée .

Périgueux, le **18 DEC. 2025**

La préfète,


Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général
Bertrand DUCROS